

FORMULE 64O

Loi sur les tribunaux judiciaires

AVIS DE RENVOI AU TITULAIRE POSTÉRIEUR
D'UNE SÛRETÉ DÉSIGNÉ COMME PARTIE ORIGINALE

(n° du dossier de la Cour)

ONTARIO

COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE

ENTRE :

(nom)

demandeur,

et

(nom(s))

défendeur(s),

et

(nom(s))

défendeur(s) joint(s)
lors du renvoi.

AVIS DE RENVOI

Le jugement rendu dans la présente action m'enjoint (*si le jugement ordonne la vente, insérer : de vendre le bien hypothéqué et*) de vérifier si d'autres personnes que le demandeur sont titulaires d'un privilège, d'une charge ou d'une sûreté sur le bien qui sont postérieurs à la demande du demandeur, et d'établir le montant dû au demandeur et à ces personnes. Il appert que vous pouvez être titulaire d'un tel privilège, d'une telle charge ou d'une telle sûreté.

VOUS OU UN AVOCAT VOUS REPRÉSENTANT ÊTES REQUIS(E) DE COMPARAÎTRE devant moi afin d'établir le bien-fondé de votre demande (*choisir l'une des options suivantes*)

en personne

par conférence téléphonique

par vidéoconférence

à l'endroit suivant

(adresse du palais de justice en cas d'audience en personne, ou détails de la conférence téléphonique ou de la vidéoconférence, comme le numéro à composer, le code d'accès, le lien vidéo, etc., s'il y a lieu)

le (jour) (date), à (heure).

Je fixerai alors le montant de la demande du demandeur et des titulaires d'une sûreté qui ont établi devant moi le bien-fondé de leurs demandes. *(Si le jugement ordonne la vente sans délai de rachat, ajouter : Je fixerai également les conditions relatives à la vente du bien et à la publicité et prendrai les mesures nécessaires à cette fin.)*

SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS ET N'ÉTABLISSEZ PAS LE BIEN-FONDÉ DE VOTRE DEMANDE à l'heure, à la date et au lieu indiqués ci-dessus, vous serez considéré(e) comme renonçant à votre privilège, à votre charge ou à votre sûreté sur le bien et l'action se poursuivra en votre absence sans que vous receviez d'autre avis. Le bien sera alors aliéné comme s'il était libre de vos droits et vous serez forclos(e) de faire valoir votre demande.

(date)

(signature de l'arbitre)

DESTINATAIRES : *(nom, adresse et adresse électronique (s'il y a lieu) des défendeurs nommés dans la déclaration qui semblent être des titulaires postérieurs d'une sûreté)*

RCP-F 64O (1^{er} septembre 2020)